

**Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne**

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

c.mele@fne-mdipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Le projet de loi de finances pour 2018 prévoit une baisse conséquente des moyens financiers et humains attribués aux agences de l'eau : « Les agences de l'eau voient leurs responsabilités élargies au financement de l'agence française pour la biodiversité, des parcs naturels et de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ». Comment, alors que leurs budgets d'investissement vont être diminués pour certaines de 10%, ces agences de l'eau pourront-elles concourir à l'atteinte du bon état des eaux d'ici à 2027, objectif fixé par l'Europe ?

De plus, le bon état des eaux est loin d'être atteint dans le bassin Adour Garonne et les amendes qui seront dues par la France seront d'autant plus élevées que les moyens financiers et humains de ces agences diminuent de façon drastique. Les structures associatives comme les nôtres, qui agissent depuis plus de 40 ans en faveur des milieux aquatiques et par la suite en faveur du bon état des eaux, vont elles aussi être indirectement impactées dans leurs moyens humains et dans leurs actions, alors qu'elles sont déjà en subsistance depuis plusieurs années.

Le bassin Adour-Garonne comprend 116 817 kilomètres de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et plus de 600 kilomètres de littoral. Ce patrimoine naturel extrêmement diversifié et exceptionnel quant à ses milieux aquatiques et ses ressources en eau rend d'innombrables services environnementaux, sanitaires, sociaux et économiques. Les zones humides par exemple voient leurs intérêts décupler dans le contexte du changement climatique

Les baisses de moyens financiers et humains prévues à travers ce projet de loi conduiront à une dégradation significative de la politique de l'eau française, dont les conséquences directes et indirectes sur l'environnement, l'économie et l'emploi n'ont pas été évaluées dans leur globalité.

Au vu de ces éléments, FNE Midi-Pyrénées a demandé aux députés de l'ex-région Midi-Pyrénées d'intervenir lors de l'examen du projet de loi de finances pour infléchir les directions prises envers la politique de l'eau française. Les conséquences du changement climatique sont déjà perceptibles sur l'état des masses d'eau, ainsi que les crues exceptionnelles de 2013 et 2014 et la sécheresse récente l'ont démontré. La France se doit de maintenir et de garantir le budget des agences de l'eau et leurs capacités d'interventions. Il en va de l'avenir de l'eau dans notre bassin, et de l'atteinte du bon état de celle-ci.

Revue de presse

Préservation de la ressource en eau : le gouvernement ne se mouille pas :

En août, les ministres de l'Agriculture et de la Transition écologique ont présenté leur plan de gestion de la ressource en eau. Si l'auteur de cette tribune salue les objectifs désignés, il déplore l'absence d'engagement à la hauteur des enjeux. Et rappelle un bon moyen de libérer des ressources en eaux : fermer les centrales nucléaires, en effet Le refroidissement des centrales électriques (essentiellement nucléaires) constitue de loin le plus important prélèvement d'eau douce : cela représentait 17 milliards de m³ en 2013, soit trois fois plus que le prélèvement nécessaire à la production d'eau potable ! (reporterre.net—06/09/2017)

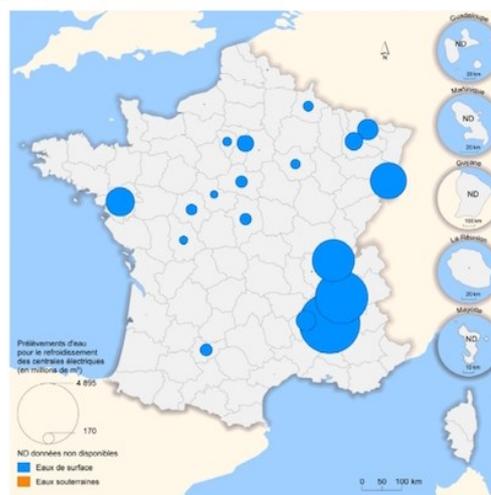


Une étude alerte sur les fibres plastiques contenues dans l'eau du robinet.

Le plastique est partout, même dans l'eau du robinet. Une étude réalisée par des scientifiques à l'initiative du site Orb media (*en anglais*), assure que partout dans le monde, l'eau potable est contaminée par des microplastiques, et ce dans des quantités qui varient d'un pays à l'autre. Selon The Guardian, qui se fait l'écho de ce travail, mercredi 6 septembre, "les scientifiques appellent à ce que la recherche se penche sur les implications de cette présence de plastique pour la santé". Les résultats inquiètent : sur tous les échantillons d'eau du robinet, prélevés dans 12 pays, 83% d'entre eux contenaient des fibres de plastique. (francetvinfo.fr—06/09/2017)

Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr

Prélèvements d'eau douce pour le refroidissement des centrales électriques par département, en 2013



Sources : Onema, Banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE).
Traitements : SOeS, 2016

Algues vertes, algues bleues: de nombreux milieux aquatiques étouffent,

victimes d'un phénomène en pleine recrudescence : un excès de nutriments conduisant à une raréfaction de l'oxygène par la prolifération d'algues. Due à une surcharge d'azote et de phosphore issus notamment des activités agricoles et industrielles, l'eutrophisation se traduit par une prolifération de microalgues vertes dans les zones côtières. Leur décomposition entraîne un appauvrissement ou un épuisement du milieu en oxygène, voire l'émission de gaz toxiques. On assiste actuellement à une recrudescence" des épisodes d'eutrophisation, à "une crise majeure (lepoint.fr—23/09/2017)



Revue de presse

La gestion de l'eau doit passer par une concertation locale : Face à une ressource limitée et une diversité des usages, la gestion de l'eau est au cœur de multiples tensions. Pour aider agriculteurs, gestionnaires, citoyens... à décider et à agir ensemble, Irstea développe des méthodes participatives en appui aux pouvoirs publics, fondées sur l'utilisation de jeux de rôles et simulations. A la clé : des solutions collectives, localement adaptées. (irstea.fr — 07/09/2017)



© Fotolia



Du glyphosate retrouvé dans la moitié des aliments testés par une ONG : L'ONG Générations futures révèle dans un rapport publié ce jeudi que plus de la moitié d'aliments testés recèlent du glyphosate. *Le glyphosate est la matière active herbicide déclarée la plus utilisée au monde* », note l'ONG de lutte contre les pesticides. Elle l'est aussi en France, où environ 8.000 tonnes de glyphosate sont vendues chaque année, soit 13 % des ventes totales de pesticides. Il est d'ailleurs celui le plus fréquemment détecté dans les cours d'eau. (reporterre.net — 14/09/2017)

Alerte sur la réutilisation des Eaux usées, par Thierry Uso : l'actuelle campagne de propagande massive conduite en faveur de la réutilisation des eaux usées (Re-use ou Reut en France), par les autorités européennes, françaises, relayant les ambitions de Veolia et Suez, comme de la FNSEA, qui se sont prononcées en faveur de cette fuite en avant technologique, est une aberration environnementale et sanitaire selon Thierry Uso, membre d'Eau secours 34 et de l'European Water Movement. Il critique cette « illusion funeste ». (eauxglacees.com — 05/09/2017)



En Bretagne, une pollution de Lactalis a dévasté une rivière. Pendant plusieurs jours, une usine de Lactalis, le numéro un mondial du lait, a rejeté du lactose dans la Seiche. Quatre tonnes de cadavres de poissons ont été ramassés dans cette rivière presque « morte » à cause de cette pollution. (reporterre.net — 08/09/2017)

Nouveau feu vert pour le stockage d'eau géant :

C'était le dernier verrou administratif qui aurait pu faire obstacle à la construction de 19 réserves d'eau géantes le long du bassin de la Sèvre niortaise. Mais hier après-midi, le Coderts (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) réuni à la préfecture, a finalement voté un avis favorable à ce projet de grande envergure, par 17 voix contre 5. (lanouvellerepublique.fr—27/09/2017)



Documents – réglementation

On ne remblaie pas les zones humides littorales.

Le tribunal correctionnel de Narbonne a condamné les auteurs d'un remblaiement de zone humide du littoral audois à la remise en état de la zone détruite et à des amendes avec sursis. FNE, partie civile dans ce dossier et ECCLA(1) se félicitent de cette décision qui rappelle l'importance de la protection de ces milieux fragiles et exceptionnels. (fne-languedoc-roussillon.fr—01/09/2017)



L'Office international de l'Eau (OiEau) et l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) viennent de lancer une lettre mensuelle en ligne, dédiée à la nouvelle compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ». (gesteau.fr)

Eutrophisation : Restitution de l'expertise scientifique collective ESCo.

Le CNRS, l'Ifremer, l'Inra et Irstea ont présenté, lors du colloque de restitution qui s'est déroulé mardi 19 septembre à Paris, le rapport de l'expertise scientifique collective (ESCo) sur l'eutrophisation. Les débats sur l'identification des facteurs et des niveaux de risque d'eutrophisation ont conduit à la réalisation d'une expertise scientifique collective. Elle vise à fournir aux pouvoirs publics un état des connaissances scientifiques sur lequel s'appuyer pour aider la décision politique. (sauvonsleau.fr—20/09/2017)

Jurisprudence commentée par la DREAL Auvergne

Rhône-Alpes : Insuffisance d'une étude d'impact en l'absence de précisions sur les caractéristiques des eaux réceptrices. Les eaux de l'étier où se situe le point de rejet de la station d'épuration doivent être regardées comme étant les « eaux réceptrices » des rejets de la station, et non celles de la rivière dont la confluence avec l'étier se situe à quatre cents mètres en aval de ce point de rejet. L'évaluation des incidences qui ne contient pas « les caractéristiques des eaux réceptrices des eaux usées épurées » en application de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, est insuffisante, et la procédure entachée d'irrégularité, entraîne l'annulation de l'arrêté d'autorisation. (auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr-21/09/2017)



Zerophyto, vu des Landes : Depuis le 1er janvier dernier, les collectivités n'ont plus le droit d'utiliser des *produits phytosanitaires* pour désherber leurs espaces publics. Mais toutes les collectivités n'ont pas encore opéré de changements vers cette nouvelle pratique. " **Zéro Phyto, vu des Landes** " est un film réalisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes qui parle d'une transition réussie à ce sujet. (eau-adour-garonne.fr)

Les échos du bassin

Naissance de l'agence régionale pour la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine : Elle fusionne l'Observatoire de l'Environnement Poitou-Charentes (ORE) et l'Agence Régionale pour la Biodiversité en Aquitaine (ARBA). Cette entité associative, dont le siège est à Poitiers, a pour objectif de fédérer, dans une gouvernance élargie, la multiplicité des acteurs. Objectif ? Agir de façon globale et concertée en faveur de la protection et de la valorisation de la biodiversité terrestre, aquatique et marine du territoire de Nouvelle-Aquitaine, en termes d'espèces et d'espaces. (eau-adour-garonne.fr)



Biodiversité aquatique, lancement de la seconde campagne « chantiers participatifs » : Pour sensibiliser la population et les scolaires à la préservation de la biodiversité et encourager la mobilisation citoyenne, l'Agence, dans le cadre de son Appel à initiatives en faveur de la biodiversité, lance la seconde session des « chantiers participatifs ». Tous les acteurs du bassin Adour-Garonne ont jusqu'au 10 janvier 2018 pour déposer leur projets. (eau-adour-garonne.fr)

La santé passe par l'eau : La nouvelle version de l'exposition "La santé passe par l'eau" vient de sortir. Exposition de 11 panneaux avec une thématique par panneau : la santé passe par l'eau, l'eau c'est la vie, l'eau du robinet fiable et de qualité, l'eau potable enjeu de santé publique, etc. Le prêt est gratuit. (eau-adour-garonne.fr 25/09/2017)



La vie du réseau

L'association Le Chabot a fêté ses vingt ans :

« Vingt est un cap que peu d'association écologistes passent. Durer contre vents et marées, est un gage de sincérité envers les engagements qui nous animent. Tout au long de ces années notre association a appris, partagé, formé, alerté, et proposé pour défendre les rivières et les milieux aquatiques de notre département. Il y a tant à faire et à défendre » (apra-lechabot.fr)



Plus de 200 000 citoyens européens se mobilisent pour la protection des sols : En France, ce sont plus de 35 000 signataires qui ont apporté leur soutien à l'initiative « L'appel du sol », portée en Europe par plus de 550 ONG sous le nom « People 4 Soil » et coordonnée dans l'hexagone par France Nature Environnement. Alors qu'elle est au cœur des principaux enjeux touchant à notre quotidien comme l'alimentation, la santé ou l'aménagement du territoire, la problématique du sol est encore trop peu connue. Cette mobilisation citoyenne inédite d'un an marque la première étape vers une reconnaissance et une protection européenne de nos sols. (fne.asso.fr 20/09/2017)

Semaine mondiale de l'eau : réutiliser les eaux usées traitées, une bonne idée ? La semaine mondiale de l'eau met en avant cette année la thématique des eaux usées et les différents moyens de les réduire et les réutiliser. A cette occasion France Nature Environnement revient sur la pratique de la réutilisation des eaux usées traitées : une bonne idée ? Le point sur les deux grandes questions à se poser. (fne.asso.fr— 31/08/2017)





Agenda

- * **Apéro bénévole FNE Midi-Pyrénées.** Mercredi 8 Novembre à 18h (Maison de l'Environnement-Toulouse)
- * **SERD— Conférence sur les smartphones, leur utilisation, consommation et leur vie après la mort.** Mardi 21 Novembre à 18h (Maison de l'environnement—Toulouse)
- * **Journée de formation et d'échanges « eau et santé : enjeux, impacts, contrôles et spécificités du bassin ».** Lundi 27 Novembre de 9h à 17h. Salle des fêtes de Dieupentale (proche Montauban)
[Inscription ICI](#)